

En Espagne, plus besoin d'école coranique, l'islam enseigné dans les écoles privées et publiques

écrit par Hoplite | 5 avril 2016



Enseignement de l'islam dans les écoles publiques en Espagne, une porte ouverte sur l'islam radical ?

Le 2 avril par [Soeren Kern](#)

Le gouvernement espagnol vient de publier des nouvelles directives sur l'enseignement de l'islam dans les écoles publiques primaires et secondaires.

Les directives ont été vendues comme étant un moyen d'empêcher les enfants et les jeunes gens musulmans de basculer dans l'islam radical en leur enseignant une interprétation « modérée » de cette religion.

En y regardant de plus près, les directives, rédigées par la Commission Islamique d'Espagne et adoptées par le ministre de l'éducation, concernent à la fois la ferveur religieuse et l'identité islamique des jeunes musulmans.

Ce nouveau plan, le plus ambitieux dans toute l'Europe, via un programme gouvernemental, **visé à instaurer un cursus islamique pour toutes les écoles dans toute l'Espagne** alors qu'au même moment, ce sont les symboles chrétiens qui sont systématiquement **retirés**, suite à une décision officielle de sécularisation du

systeme éducatif du pays.

Alors que ce sont les contribuables qui devront payer pour l'éducation religieuse de 300 000 musulmans âgés de 3 à 18 ans, le contrôle [de cette éducation islamique] par les autorités reste flou. **Le gouvernement a donné son accord pour que ce soit les associations musulmanes locales qui établissent le programme, choisissent les livres et désignent les enseignants.**

Le ministère de l'éducation a publié discrètement les directives le 18 mars dans le journal officiel (*Boletín Oficial del Estado*). Le cursus concernant l'enseignement de l'islam dans les maternelles est [ici](#), celui des écoles primaires est [là](#) et celui des collèges et lycées est [là](#).

Les sujets, concernant l'histoire et la culture, qui englobent la totalité de la doctrine islamique, sont encapsulés dans une terminologie politiquement correcte. Les documents sont truffés d'expressions à la mode telles que coexistence, diversité, égalité, droits de l'homme, inclusion, intégration, éducation intellectuelle, dialogue entre les religions, modération, pluralisme, liberté religieuse, respect et tolérance. **Mais l'objectif visé est clair : inculquer un islam mondialiste aux jeunes musulmans.**

Selon les directives, les enfants de la maternelle, de 3 à 6 ans, devront apprendre la profession de foi, la [Chahada](#), qui stipule « qu'il n'y a pas de dieu autre qu'allah et que Mohamed est son messager ». La Chahada est la porte d'entrée dans l'islam : on devient musulman en proférant la Chahada trois fois de suite devant témoin.

L'enseignement, pour les enfants de 6 ans, « *est censé éveiller l'intérêt pour la religion et les textes culturels islamiques* », les rendre « *curieux quant au coran à l'écrit et à l'oral* » et ils doivent apprendre « *des histoires, récits et descriptions sur l'islam* ».

Les enfants doivent développer une « *propension à écouter le coran et les textes prophétiques* », mémoriser de courts passages des haddiths. **Ils sont aussi encouragés à mettre en pratique les recommandations de Mohamed.**

Dans l'école primaire, les enfants de 6 à 12 ans doivent reconnaître le prophète Mohamed comme étant le plus important et le dernier envoyé par allah. Les enfants doivent réciter la chahada en arabe parfait ainsi qu'en espagnol et ils doivent

aussi admettre que le coran est un guide pour toute l'humanité. Les enfants doivent savoir que l'espagnol comprend des mots arabes, prendre conscience de la contribution linguistique de l'islam [dans la langue espagnole], laquelle véhicule des sentiments et des émotions dans l'histoire de l'Espagne [NdT : bien comprendre là que c'est grâce à l'arabe présent dans l'espagnol que les Espagnols peuvent, en parlant et écrivant, partager leurs sentiments et émotions !].

Les collégiens doivent « *connaître les exemples de cohabitations de Mohamed avec les non-musulmans* » alors que rien ne dit si il doit être porté à leur connaissance l'ordre de Mohamed, en 627, de décapiter 900 juifs de la tribu de [Banu Qurayza](#).

Les étudiants doivent aussi intégrer que l'islam est une religion de paix, paix pour soi-même et paix sociale. Le prophète enseigne que l'on doit vivre en paix. L'islam apporte des solutions pour résoudre les conflits et l'inégalité sociale [NdT : à commencer par la femme qui ne vaut rien].

Par dessus tout, les directives appellent les collégiens « *à comprendre et expliquer l'existence des autres monothéismes révélés par allah que sont le judaïsme et le christianisme* ». Mais on ne sait pas si les collégiens auront connaissance des 3 versets du coran (2:65, 5:60 et 7:166) dans lesquels allah réduit les juifs à des porcs et/ou des singes.

Dans les lycées, pour les 12-18 ans, les directives disent que les étudiants doivent « *savoir, analyser et expliquer l'état émotionnel et affectif de Mohamed quand il était personnellement offensé et comment il sortait grandi de la façon dont il résolvait le problème* ». Cependant, pour les versets 5:33 et 33:57-61 dans lesquels il est dit que ceux qui « *contrarieront allah et son messenger* » seront frappés de malédiction, on ne sait pas si ces versets feront partie de l'enseignement.

Dans le secondaire, les lycéens doivent maîtriser les « *cohérences qu'il y a dans le coran et les haddiths pour ce qui est des relations sociales* ». Mais rien n'est dit si les étudiants auront un cours sur le fait que le coran et les hadiths exigent des non-musulmans ([dhimmis](#)) qui résident en terre musulmane, de payer une taxe connue sous le nom de [djizia](#).

Dans le chapitre « *le modèle économique et jurisprudentiel en islam* », les étudiants doivent pouvoir trouver des solutions aux problèmes du monde. Ils doivent aussi être capables d'« *analyser et expliquer les bienfaits du concept de prêt sans intérêts (finances selon la charia)* ».

Les étudiants doivent « *analyser les étapes de l'avènement de l'établissement et l'épanouissement de la jurisprudence islamique (la charia) durant l'apogée de l'al-Andalus* ».

Al-Andalus est le nom arabe des parties de l'Espagne, du Portugal et de la France de 711 à 1492 [NdT : pour la France, l'occupation est restreinte dans l'espace et le temps. Voir [ici](#)]. L'EI (état islamique) a plusieurs fois fait le vœux de « libérer » Al-Andalus des non-musulmans et de l'intégrer dans le nouveau califat.

Les directives encouragent les étudiants à utiliser internet pour en apprendre plus sur l'islam alors que l'internet joue un grand rôle dans le phénomène de la radicalisation des jeunes musulmans

[NdT : arme à double tranchant là puisqu'ils ont accès aussi aux sites qui dénoncent l'islam].

L'assise légale de l'enseignement de l'islam dans les écoles publiques est disponible dans [l'article 27.3](#) de la Constitution de l'Espagne de 1978 qui dit que, bien que l'Espagne soit un État non confessionnel (ce qui veut dire qu'il n'y a pas de religion d'État), « ***l'État garantit le droit d'une éducation religieuse et morale aux enfants conforme à la religion des parents*** ». Les musulmans (et les catholiques) ont compris depuis longtemps que cette éducation religieuse devait être assurée par l'école publique.

Le 10 novembre 1992, le gouvernement socialiste de Felipe González, qui recherchait le moyen de mettre un terme au monopole de l'Église catholique sur l'éducation espagnole, a négocié un accord de coopération entre le gouvernement espagnol et la commission islamique d'Espagne (*Comisión Islámica de España, CIE*). **Cet accord, finalisé par la loi 26/1992, donne le statu de religion minoritaire à l'islam et garantit aux étudiants musulmans ... une éducation religieuse musulmane dans les écoles publiques.**

Toujours en novembre 1992, le gouvernement espagnol a approuvé l'accord de coopération entre l'Espagne et la fédération des chrétiens. Cet accord a été [finalisé](#) par la loi 24/1992. En juin 1993, le gouvernement espagnol a [publié](#) les directives de l'enseignement du christianisme dans les écoles publiques.

Ces dernières années, des responsables musulmans se sont plaints du fait que les accords de 1992 n'étaient pas appliqués. Selon le CIE, 90 % des étudiants musulmans

[n'avaient pas accès](#) à l'enseignement de l'islam dans les écoles publiques. **Les nouvelles directives semblent montrer la volonté du présent gouvernement d'appliquer les promesses faites par un ancien gouvernement.**

Les directives ont été établies par le président du CIE, M. Riaÿ Tatary qui est Syrien et qui vit en Espagne depuis plus de 45 ans. M. Tatary, qui est médecin, est aussi l'imam de la deuxième plus grande mosquée de Madrid, Abu-Bakr, est souvent décrit comme étant le modèle de l'intégration et de la modération.

1. Tatary est l'interlocuteur privilégié entre la communauté musulmane et le gouvernement espagnol et a été honoré de la médaille du mérite de la part du ministère de la justice, en récompense de son travail sur les lois espagnoles dans le domaine des libertés religieuses.

Mais les analystes anti-terroristes espagnols (voir [ici](#) et [ici](#)) soupçonnent depuis longtemps M. Tatary d'avoir des liens étroits avec les Frères Musulmans, cette organisation étant très critique quant aux concepts de justice et de démocratie défendus par l'Occident. La devise des Frères Musulmans est « *allah est notre objectif, le prophète notre chef, le coran notre loi, le djihad notre voie et mourir pour allah notre plus grand espoir* ».

1. Tatary nie ces allégations alors que des membres de sa mosquée, dans les faits, sont [liés](#) à al-qaeda.

Pour les dernières élections municipales de mai 2015, M. Tatary a recommandé de ne pas voter pour aucun candidat qui « *gènerait ou empêcherait la construction de mosquées pour notre foi et de cimetières pour nos morts* ». Il a ajouté qu'aucun musulman ne devrait voter pour un candidat qui « *gènerait ou empêcherait les citoyens musulmans de recevoir une éducation religieuse islamique dans les écoles privées ou publiques* ».

Les analystes politiques espagnols déclarent que la tentative de M. Tatary d'influer sur le vote était préoccupante :

« *Dans un premier temps, on ne voit pas d'objection à ce qu'un groupe, quelle que soit sa nature, défende les droits de ses membres. Cependant, lorsqu'il s'agit d'une entité qui fait appel à une religion pour donner des consignes votes rigoureuses, on ne peut pas ne pas être alarmé. Surtout quand ladite religion est en guerre perpétuelle avec elle-même et le reste du monde civilisé* ».

Malheureusement, il semblerait que les parents et les imams, dans l'objectif de satisfaire le gouvernement, soient prêts à accepter, de la part de M. Tatory, beaucoup d'interprétations du coran politiquement correctes. Le pari des musulmans, dans cette proposition édulcorée est de [convaincre](#) la majorité des musulmans que le coran et les hadiths ne sont pas réellement ce qu'ils disent [NdT : donc, faire prendre des vessies pour des lanternes].

Au final, les nouvelles directives pourraient aboutir à un résultat inattendu : être un tremplin pour l'islam radical pour des dizaines de milliers de jeunes musulmans d'Espagne.

Traduit de l'anglais par Denis.

Source : [Spain: Courses on Islam in Public Schools](#)